

# La grande imposture de la lutte antiterroriste

Capitaine  
Martin

4 mai  
2015



« La vérité est que le risque pour un Américain d'être tué par un terroriste est presque égal à zéro ; pour être plus précis, il est estimé à un pour vingt millions ». Cette phrase, que les medias dominants qualifieraient d'iconoclaste, a été prononcée par [John Chuckman](#), ancien employé d'une grande entreprise pétrolière canadienne et auteur du livre : « [The Decline of the American Empire and the Rise of China as a Global Power](#) » (Magpie Book).

Si d'aucuns s'inscrivent en faux par rapport à cette analyse, admettons qu'un peu de pensée critique ne fait pas de mal. « En 2001, avant le 11-Septembre, la police étasunienne avait tué plus du double au moins de citoyens qui sont morts dans cette tragédie », explique-t-il. « Chaque année, entre 30 à 40 000 Étasuniens meurent dans un accident de la route, 15 000 sont assassinés (ils étaient 25 000 à l'avoir été il n'y a pas si longtemps que ça). Chaque année, ce sont près de 100 000 Étasuniens qui décèdent des suites d'erreurs médicales et un peu plus de 40 000 mettent fin à leurs jours. En replaçant ces chiffres sur une période de quatorze ans, on peut dire que 420 000 personnes ont perdu la vie sur la route, 210 000 ont été tuées au cours de faits divers, 1,4 millions ont été victimes d'erreurs médicales fatales et 560 000 ont décidé pour une raison ou une autre d'arrêter de vivre ». En ne prenant en compte que ces derniers chiffres, on obtient un total de 2,6 millions de personnes... soit 867 fois le nombre de victimes causées par les attentats du World Trade Center.

« Pourquoi devons-nous donc dépenser des fortunes contre le terrorisme dans la mesure où ce danger est pour ainsi dire insignifiant ? », se demande Chuckman avec ce qui pourrait ressembler de prime abord à de la provocation. Depuis le 11-Septembre, les États-Unis ont en effet dépensé au bas mot quelque 1 600 milliards de dollars (1 300 milliards d'euros !) dans la lutte contre le terrorisme au Proche-Orient, en Amérique du Nord et aussi en Afrique, a révélé [un rapport du Congrès](#). Malgré l'ampleur de l'estimation, plusieurs universitaires considèrent encore ces chiffres comme sous-évalués. Le prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et [la professeure Linda Milmes](#) avancent dans un livre désormais célèbre « [The three trillion dollar war](#) » le chiffre de 3 000 milliards de dollars. Et derrière le coût financier, d'autres rappellent l'impossibilité d'évaluer le coût humain. « Une comptabilité exhaustive des coûts de la guerre ne pourrait tenir dans un livre de compte. Des civils blessés ou déplacés par la violence aux soldats tués ou blessés, en passant par les enfants qui jouent sur des routes et des champs parsemés de dispositifs explosifs improvisés et de bombes à sous-munitions, aucune série de chiffres ne peut retranscrire le bilan humain des guerres en Irak et en Afghanistan, ni comment elles se sont étendues aux États voisins et sont revenues aux États-Unis », estime [Neta Crawford](#), enseignante en sciences politiques à l'université de Boston.

S'il y a bien fort peu de risques de tomber dans un attentat en Europe, la guerre contre le terrorisme n'a quant à elle pas fait dans la dentelle ailleurs. Le mois dernier, [Physicians for Social Responsibility](#) (PSR), une ONG basée à Washington, a [publié une étude clef](#) démontrant que le bilan humain de plus d'une décennie de guerre contre le terrorisme depuis les attaques du 11-Septembre s'élève à au moins 1,3 millions de morts et pourrait même atteindre les deux millions. Cette étude a été presque totalement ignorée par les media anglophones, bien que constituant la première tentative de produire un calcul scientifiquement crédible du nombre de personnes

tuées dans cette guerre qu'ont menée les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

Puisque la guerre est déclarée, il faut bien entendu avoir une communication à la hauteur. Dès le début du XXème siècle, Henry Louis Mencken, journaliste, écrivain, célèbre critique de la culture étasunienne, considérait que « *le but de la politique est de garder la population inquiète et donc en demande d'être mise en sécurité en la menaçant d'une série ininterrompue de monstres, tous imaginaires* ». Il faut croire que la population a entendu cinq sur cinq le message du gouvernement [si on en juge les sondages qui donnent deux tiers des Français favorables à une restriction de leurs libertés individuelles](#) pour lutter contre le terrorisme. La dernière loi sur le renseignement ratisse très large avec des formulations très floues puisqu'il s'agit de « *prévenir des violences collectives de nature à porter gravement atteinte à la paix publique* ». On passe insensiblement de la présomption d'innocence à la présomption de dangerosité. Mais la palme de l'extension infinie de la surveillance revient au ministre de l'intérieur qui estime que [la vie privée n'est pas une liberté](#).

L'autoritarisme politique et la négation de l'esprit critique sont devenus la norme de gouvernements ayant perdu toute crédibilité économique et sociale et foulant au pied les valeurs qu'ils prétendent défendre. Victime collatérale de la guerre contre le terrorisme, la liberté d'expression vit ses derniers moments.

**Capitaine Martin**

»» <http://www.resistance-politique.fr/la-grande-imposture-de-la-lutte-ant...>